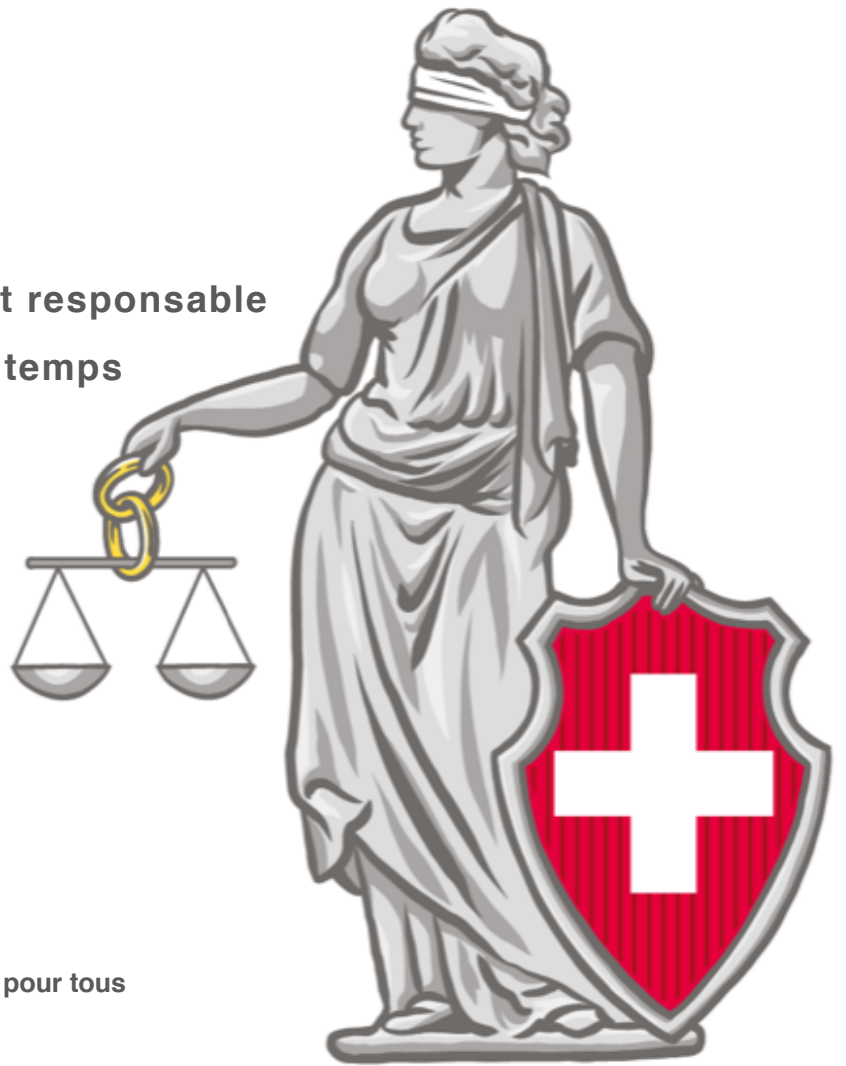


OUI à l'égalité des droits

OUI au mariage pour tous

- Égalité des droits
- De manière libre et responsable
- En accord avec le temps



Argumentaire en faveur du mariage pour tous

Comité «OUI pour toutes et tous»
www.oui-pour-toutes-et-tous.ch

Sommaire

L'essentiel en bref.....	3
Vue d'ensemble des arguments	4
Présentation du projet.....	5
Argumentaire	8
En conclusion.....	14

L'essentiel en bref

OUI à l'égalité des droits

OUI au mariage civil pour tous

Aujourd'hui encore en Suisse, les personnes homosexuelles n'ont pas les mêmes droits que les personnes hétérosexuelles. Les couples de même sexe n'ont pas le droit de se marier. En la matière, la Suisse est de plus en plus seule. La liste des pays qui ne traitent pas à égalité les personnes hétérosexuelles et les personnes homosexuelles se raccourcit toujours un peu plus. La Suisse y côtoie des pays comme le Bélarus, la Turquie, la Chine et le Pakistan. En Australie, aux États-Unis, au Canada et dans nombre de pays d'Amérique du Sud, les couples homosexuels ont le droit de se marier. En Europe occidentale aussi, tous les pays, hormis l'Italie proche du Vatican conservateur, ont ouvert le mariage aux couples homosexuels. Il est temps que la Suisse en fasse enfin de même. Car cette discrimination est incompatible avec une vision libérale de la société et un État de droit moderne. L'égalité des droits est centrale pour notre démocratie. Et l'inégalité des droits rend la Suisse de moins en moins attrayante.

Le mariage pour tous met un terme à la discrimination existante. Il ouvre l'institution juridique du mariage civil à tous les couples et leur permet de donner un cadre juridique à leur relation. **Les couples de même sexe peuvent enfin se marier civilement et avoir les mêmes droits et obligations que les couples de sexe différent.**

L'élargissement du droit au mariage n'enlève rien à personne. Il ne change rien au mariage entre un homme et une femme. Le mariage pour tous ne touche pas non plus le mariage religieux. Les églises resteront libres de bénir une union entre deux êtres.

La Constitution fédérale suisse affirme que tous les êtres humains sont égaux devant la loi. Elle dispose aussi que le droit à la famille et au mariage est garanti. L'ouverture du mariage aux couples homosexuels hommes ou femmes n'est donc pas à une concession à l'air du temps, comme l'avancent les opposants au mariage pour tous. Elle réalise **un droit fondamental. Il est temps d'accorder sans tarder une égalité des droits pleine et entière aux couples de même sexe.**

OUI à l'égalité des droits. OUI au mariage pour tous!

Vue d'ensemble des arguments

OUI à l'égalité des droits

OUI au mariage pour tous

Égalité des droits

L'égalité des droits, l'interdiction de la discrimination et le droit au mariage et à la famille sont des droits fondamentaux inscrits dans la Constitution fédérale suisse. Pourtant, les couples de même sexe ne bénéficient pas des mêmes droits que les couples de sexe différent. Aujourd'hui encore, l'accès au mariage et aux droits qui l'accompagnent leur est refusé. Cette discrimination est incompatible avec une vision libérale de la société et un État de droit moderne. Il n'y a aucune raison de refuser les droits fondamentaux aux couples de même sexe. **Le mariage pour tous met enfin un terme à l'inégalité de traitement actuelle. Il est un pas important vers l'égalité. OUI à l'égalité des droits. OUI au mariage pour tous!**

De manière libre et responsable

L'amour ne dépend pas du sexe ou de la sexualité. Le mariage non plus. Les couples qui veulent avancer ensemble dans la vie devraient aussi pouvoir régler ensemble des aspects d'ordre légal. Le mariage permet cela. La protection sociale est, avec l'amour, la principale raison pour laquelle les gens se marient. Cette union que deux êtres scellent devant l'État ne doit pas être discriminatoire. Il n'appartient pas à l'État de dicter aux gens de quelle manière organiser leur vie privée et familiale. L'accès au mariage doit être ouvert à tous les couples, quelle que soit leur orientation sexuelle. **Un couple doit être libre de choisir s'il veut donner un cadre légal à sa relation et de quelle manière il souhaite le faire. OUI à l'égalité des droits. OUI au mariage pour tous!**

En accord avec le temps

S'agissant de l'égalité des droits pour les couples de même sexe, la Suisse est très en retard. Dans toute l'Europe, le mariage pour tous est la norme depuis longtemps. Si la Suisse ne se met pas enfin au diapason, l'inégalité juridique deviendra un désavantage de site et ternira notre réputation. La conception étroite du mariage et de la famille est de plus en plus perçue comme discriminatoire. Des modèles familiaux différents font depuis longtemps partie de notre société. **Il est urgent que la législation soit le reflet de la réalité sociale. OUI à l'égalité des droits. OUI au mariage pour tous!**

Présentation du projet

Le long chemin jusqu'au mariage pour tous

Il a fallu attendre longtemps avant que la société s'ouvre à l'homosexualité. Avant qu'elle en prenne le chemin, des hommes et des femmes ont été discriminés, voire poursuivis, au simple motif de leur amour et de leurs sentiments. Aujourd'hui encore, les couples de même sexe en Suisse n'ont pas les mêmes droits que les couples de sexe différent. Le droit au mariage et à la famille qui est inscrit dans la Constitution leur est refusé. Dans notre pays, les couples de même sexe n'ont pas le droit de se marier. Le 5 juin 2005, le peuple suisse acceptait à 58% des voix la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe. Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007, la loi a permis aux couples homosexuels, hommes ou femmes, de donner un cadre juridique à leur relation. **Le partenariat enregistré n'est toutefois nullement égal au mariage. Les différences qui demeurent en font plutôt une mauvaise copie du mariage entre un homme et une femme, un mariage de seconde classe.**

La situation aujourd'hui: le partenariat enregistré, un mariage de seconde classe

Aujourd'hui, en Suisse, deux femmes ou deux hommes ne peuvent pas se marier. Le droit au mariage continue de leur être refusé. Le seul instrument à leur disposition est celui du partenariat enregistré. Chaque année, en Suisse, quelque 700 couples de même sexe font reconnaître leur relation en concluant un partenariat enregistré. Celui-ci n'est toutefois pas du tout l'équivalent du mariage entre un homme et une femme.

Le partenariat enregistré ressemble plutôt à un mariage de seconde classe. Il n'est pas l'équivalent du mariage, ni sur le plan symbolique, ni sur le plan du droit. Les partenaires enregistrés ont moins de droits que les personnes mariées. Les personnes en partenariat enregistré sont désavantagées sur différents plans: nationalisation, régime matrimonial, droit des successions, droit parental. Elles n'ont pas le droit d'adopter des enfants. Sur la déclaration d'impôts et d'autres formulaires officiels, il faut indiquer si l'on est marié ou en partenariat enregistré. Lorsque le ou la partenaire décède, la personne qui reste n'est pas veuve, mais vit en «partenariat dissous par la mort». L'indication de l'orientation sexuelle par l'état civil ne porte pas seulement atteinte à la sphère intime. Elle peut aussi être lourde de conséquences, en particulier dans les pays où l'homosexualité est un crime.

Le 5 décembre 2013, le parti Verts libéral autour de la Conseillère nationale Kathrin Bertschy déposait l'initiative parlementaire «Mariage civil pour tous». Les délibérations parlementaires décisives débutèrent sept ans après le dépôt de la demande. Durant la session d'hiver 2020, le Conseil national et le Conseil des États décidaient d'ouvrir le mariage civil aux couples de même sexe. En s'entendant sur une révision du Code civil suisse, les deux Conseils ont ouvert la voie au mariage pour tous.

Les opposants au mariage pour tous ne tardèrent pas à sortir du bois. Des milieux chrétiens ultraconservateurs proches de l'Union démocratique fédérale (UDF) lancèrent une demande de référendum. Pour eux, le mariage est une union entre un homme et une femme. Des politiciens de l'UDC et du PDC ont aussi récolté des signatures contre la révision de la loi. Leurs critiques portent cependant surtout sur l'accès à la procréation médicalement assistée. En avril 2021, le comité «Non au mariage pour tous» déposait le nombre de signatures requis pour le référendum. Le peuple suisse aura le dernier mot. La votation sur le mariage pour tous aura lieu le 26 septembre 2021.

Contenu du projet

Le projet consiste en une révision du Code civil suisse (CCS). Grâce à cette révision législative, tous les couples auront accès au mariage civil et, partant, au même instrument juridique pour s'assurer juridiquement. La révision ne touche que le mariage civil célébré devant un officier de l'état civil. Le mariage religieux n'est en rien concerné. Les dispositions de l'ordre juridique qui fondent des droits et des devoirs sur l'existence d'un mariage seront à l'avenir appliquées aussi bien aux couples hétérosexuels qu'aux couples homosexuels. Les principales conséquences juridiques de l'ouverture du mariage civil concernent la naturalisation facilitée, l'adoption, la procréation médicalement assistée et la conversion du partenariat enregistré en mariage. Ces changements sont les suivants:

- Les époux et les épouses de nationalité étrangère peuvent bénéficier de la naturalisation facilitée. Une fois le mariage ouvert à tous les couples, ce droit sera également accordé à l'épouse étrangère d'une Suissesse et à l'époux étranger d'un Suisse.
- À l'heure actuelle, une personne liée par un partenariat enregistré peut déjà adopter l'enfant de son partenaire. Avec le mariage pour tous, les couples de même sexe pourront aussi adopter conjointement un enfant.
- L'ouverture du mariage permettra également aux couples de femmes mariées de recourir à un don de sperme en Suisse dans les conditions prévues par la loi. Celle-ci prévoit que le donneur doit être inscrit dans le registre des donneurs de sperme. Le don de sperme anonyme reste interdit, tout comme le don d'ovules et la gestation pour autrui.
- À partir du moment où le mariage sera ouvert à tous les couples, il ne sera plus possible de conclure de nouveaux partenariats enregistrés. Les couples ayant déjà conclu un tel partenariat auront la possibilité de le maintenir ou de le convertir en mariage au moyen d'une déclaration conjointe à l'office de l'état civil.

La Constitution permet le mariage pour tous

L'initiative parlementaire visait une modification partielle de la Constitution, soit le remplacement du terme de mariage à l'art. 14 de la Constitution fédérale par celui d'union. Le projet final ne prévoit plus qu'une révision du Code civil suisse. Tant le Conseil fédéral que le Parlement sont parvenus à la conclusion que l'ouverture du mariage aux couples de même sexe ne requiert aucune modification de la Constitution.

Le texte de l'art. 14 de la Constitution fédérale (Cst.) est clair: «Le droit au mariage et à la famille est garanti». Il n'est dit nulle part dans la Constitution que le mariage ne peut être conclu qu'entre un homme et une femme. Comme la Constitution ne définit pas le mariage comme une union entre un homme et une femme, il est possible d'ouvrir le mariage aux couples de même sexe au niveau législatif.

Objectifs

Le mariage pour tous vise à garantir les mêmes droits et les mêmes devoirs pour tous les couples et à supprimer les discriminations existantes à l'encontre des couples de même sexe. Le projet accorde aux couples, quels que soient leur sexe et leur orientation sexuelle, le droit de se marier. Les couples obtiennent tous les mêmes droits.

Aujourd'hui, le seul instrument dont disposent les couples de même sexe est celui du partenariat enregistré. Celui-ci n'est pas l'équivalent du mariage, ni sur le plan symbolique, ni sur le plan du droit. Le mariage pour tous met un terme aux inégalités existantes. Le mariage pour tous est un pas important vers l'égalité.

Parlement et Conseil fédéral

Le Parlement veut supprimer l'inégalité de traitement qui frappe les couples de même sexe et ouvrir le mariage à tous les couples. Durant la session d'hiver 2020, les Chambres fédérales ont accepté le mariage pour tous. Aux votes finals, le projet a été accepté par 24 voix contre 11 et 7 abstentions au Conseil des États et par 136 voix contre 48 au Conseil national.

Pour le Conseil fédéral non plus, il n'y a aucune raison d'interdire le mariage aux couples de même sexe. Le Conseil fédéral soutient le mariage pour tous. Dans son communiqué de presse de juin 2021, il écrit: «Les couples de même sexe doivent avoir les mêmes droits que les couples de sexe différent. Ils doivent eux aussi pouvoir conclure un mariage civil.»

De nombreux partis, soit le PSS, les Verts, le PVL, le PLR et le Centre, se sont prononcés en faveur du mariage pour tous. Durant la consultation, une nette majorité des cantons s'est déclarée favorable à la modification législative en faveur des couples homosexuels.

Argumentaire

OUI au mariage pour tous - OUI à l'égalité des droits

Égalité des droits

La Suisse passe pour une figure de proue de l'État de droit et de la démocratie. L'égalité des droits et l'interdiction de la discrimination sont des droits fondamentaux inscrits dans la Constitution fédérale. L'égalité de traitement de tous les individus, quels que soient leur couleur de peau, leur sexe, leur appartenance religieuse, leur orientation sexuelle ou leur identité sexuelle, devrait aller de soi en 2021. Malheureusement, dans les faits, les couples de même sexe en Suisse restent privés de droits importants. **Contrairement aux couples hétérosexuels, les couples de même sexe n'ont pas le droit de se marier. Ils ne sont pas traités à égalité.**

L'introduction du partenariat enregistré en 2007 a permis aux couples de même sexe de donner un cadre légal à leur relation. **Le partenariat enregistré n'est toutefois qu'une mauvaise copie du mariage, un mariage de seconde classe.** Au cours de ces dernières années, il a été rapproché du mariage. Depuis 2013, par exemple, les partenaires enregistrés peuvent par exemple choisir d'avoir un nom de famille commun. D'importantes disparités demeurent toutefois sur le plan du droit, notamment en ce qui concerne l'adoption, l'accès à la procréation médicalement assistée et la naturalisation.

L'art. 14 Cst. a la teneur suivante: «Le droit au mariage et à la famille est garanti». Ce droit fondamental est pourtant refusé à une partie de la société. Selon l'art. 36 Cst., un droit fondamental peut certes être restreint. À condition toutefois 1) qu'il existe pour cela une base légale, 2) que la restriction soit justifiée par un intérêt public ou par la protection d'un droit fondamental d'autrui, 3) que la restriction soit proportionnée au but visé et 4) que la restriction du droit fondamental ne viole pas l'essence de celui-ci. Il n'y a ni base légale, ni intérêt public pour refuser le droit au mariage aux couples homosexuels. Les droits fondamentaux de tiers ne sont pas touchés non plus. Autrement dit: **refuser le mariage aux couples de même sexe revient à violer le droit au mariage ancré dans la Constitution.**

La Constitution dit également ceci: «Tous les êtres humains sont égaux devant la loi» (art. 8 Cst.). Il faut traiter les choses égales de manière égale selon leur égalité et les choses inégales de manière inégale selon leur inégalité. Il n'y a absolument aucune raison de défavoriser les couples homosexuels par rapport aux couples hétérosexuels. **Le mariage est un droit fondamental qui appartient à tous. Réserver le mariage aux couples hétérosexuels revient à enfreindre l'interdiction de la discrimination.**

Le mariage pour tous supprime enfin les discriminations existantes. Il met un terme à l'inégalité de traitement des couples de même sexe et garantit l'égalité des droits. À l'avenir, le mariage sera ouvert aux couples de sexe opposé et aux couples de même sexe. Une femme homosexuelle mariée aura les mêmes droits qu'une femme hétérosexuelle mariée. Et un homme homosexuel marié aura les mêmes droits qu'un homme hétérosexuel marié. **Il s'agit d'un pas important et indispensable vers l'égalité.**

L'inégalité juridique pèse sur la place économique suisse

L'égalité des droits pour tous est indispensable au bon fonctionnement de l'État de droit et à l'attrait de la place économique. **La Suisse est l'avant-dernier pays d'Europe occidentale à interdire aux couples de même sexe de se marier.** En la matière, elle est de plus en plus seule. Si le mariage pour tous est refusé, l'image de la Suisse en souffrirait. Des avantages de site importants sont menacés. **L'égalité des droits est essentielle pour que la Suisse reste une place économique attrayante à l'avenir aussi.**

L'ouverture du mariage aux couples de même sexe a aussi valeur de message: la Suisse est ouverte. La Suisse est moderne. La Suisse ne tolère pas les discriminations. **Il est temps d'accorder sans tarder une égalité des droits pleine et entière aux couples de même sexe.**

L'égalité des droits, l'interdiction de la discrimination et le droit au mariage et à la famille sont des droits fondamentaux inscrits dans la Constitution fédérale suisse. Pourtant, les couples de même sexe ne bénéficient pas des mêmes droits que les couples de sexe différent. Aujourd'hui encore, l'accès au mariage et aux droits qui l'accompagnent leur est refusé. Cette discrimination est incompatible avec une vision libérale de la société et un État de droit moderne. Il n'y a aucune raison de refuser les droits fondamentaux aux couples de même sexe. **Le mariage pour tous met enfin un terme à l'inégalité de traitement actuelle. Il est un pas important vers l'égalité.**

OUI à l'égalité des droits – OUI au mariage pour tous!

De manière libre et responsable

Chaque être humain doit avoir le droit d'épouser la personne qu'il aime. Le mariage civil ressemble à un club exclusif. Il se ferme à une partie de la population et privilégie ses membres par rapport aux non-membres. C'est choquant, car le mariage civil est une institution étatique. **L'État fait dépendre l'accès au mariage et aux privilèges qui l'accompagnent de l'orientation sexuelle d'une personne. À ce jour, les couples homosexuels en sont exclus.**

Il n'appartient pas à l'État de dicter aux gens de quelle manière organiser leur vie privée et familiale. Il n'a pas le droit de s'immiscer de la sorte dans ce domaine de la vie. Un couple doit être libre de choisir s'il veut donner un cadre légal à sa relation et de quelle manière il souhaite le faire. C'est aussi l'avis du Conseil fédéral. Lors de la conférence de presse du 22 juin 2021, la Conseillère fédérale Karin Keller-Sutter déclarait en substance que l'État n'a pas à inscrire des relations privées sur une échelle de valeurs ni à dicter aux citoyens de quelle manière organiser leur vie privée et familiale.

L'ouverture du mariage civil aux couples de même sexe ne change absolument rien au mariage entre un homme et une femme. Le mariage civil pour tous n'enlève rien à personne. Au contraire: la modernisation du mariage augmentera sa popularité. L'institution juridique du mariage conserve son importance et est même renforcée si elle s'ouvre à un plus grand nombre de gens. **Le mariage est aussi synonyme de responsabilité. Que des couples veuillent s'engager légalement est un bon signe. Ce faisant, ils contribuent à la stabilité de la société et montrent que le mariage n'est pas une punition, comme on le prétend souvent dans le débat sur la fiscalité. Le mariage est d'abord et surtout un précieux cadre légal.**

La modification du Code civil ne restreint pas non plus le droit de pratiquer sa foi. Après l'ouverture du mariage civil aux couples de même sexe, les églises resteront libres de bénir une union entre deux êtres. **Le mariage religieux n'est pas concerné par le projet de loi.**

Reconnaître la réalité, protéger les enfants

Des modèles familiaux différents font partie depuis longtemps de notre société. Aujourd'hui déjà, des enfants grandissent dans des foyers composés de couple de même sexe. Les spécialistes estiment le nombre de ses enfants à 30 000 en Suisse. **Le mariage pour tous offre une meilleure protection à ces enfants et à leurs familles.**

Aujourd'hui, la loi n'autorise le don de sperme en Suisse que pour les couples mariés. C'est pourquoi des couples de femmes optent pour un don de sperme à l'étranger. Dans certains pays, cependant, il n'est pas toujours garanti que l'enfant puisse savoir qui est son père biologique. **Avec l'ouverture du mariage et l'accès au don de sperme en Suisse, le droit de l'enfant à connaître sa filiation sera garanti. En outre, les enfants concernés auront deux parents dès la naissance. En cas de décès de l'un d'eux, ils seront légalement protégés. C'est un progrès important.**

Les études le montrent: **pour le développement des enfants, ce n'est pas la constellation familiale qui compte, mais les soins et l'attention qu'ils reçoivent dans la famille. Les couples homosexuels sont d'aussi bons parents que les couples hétérosexuels.**

L'amour ne dépend pas du sexe ou de la sexualité. Le mariage non plus. Les couples qui veulent avancer ensemble dans la vie devraient aussi pouvoir régler ensemble des aspects d'ordre légal. Le mariage permet cela. La protection sociale est, avec l'amour, la principale raison pour laquelle les gens se marient. Cette union que deux êtres scellent devant l'État ne doit pas être discriminatoire. Il n'appartient pas à l'État de dicter aux gens de quelle manière organiser leur vie privée et familiale. L'accès au mariage doit être ouvert à tous les couples, quelle que soit leur orientation sexuelle. **Un couple doit être libre de choisir s'il veut donner un cadre légal à sa relation et de quelle manière il souhaite le faire.**

OUI à l'égalité des droits – OUI au mariage pour tous!

En accord avec le temps

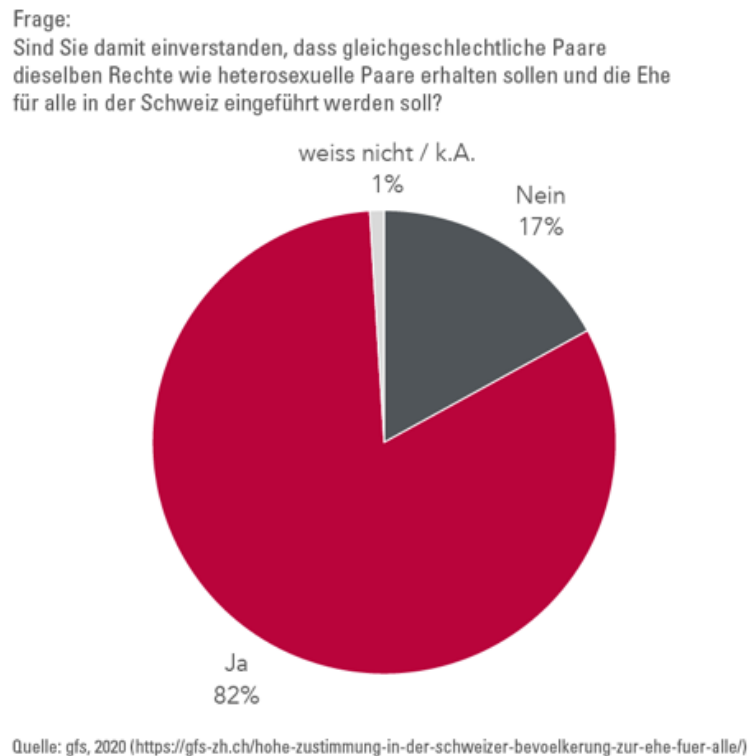
En 2013, le parti Verts libéral déposait une initiative parlementaire en faveur du mariage civil pour tous. À cette époque déjà, la Suisse était à la traîne en comparaison internationale. En 2001, les Pays-Bas devenaient le premier pays du monde à autoriser le mariage entre personnes de même sexe. Depuis, de nombreux pays du monde leur ont enjoint le pas. En Australie, aux États-Unis, au Canada et dans une grande partie de l'Amérique du Sud, les couples homosexuels ont le droit de se marier. En Europe occidentale aussi, tous les pays, hormis l'Italie proche du Vatican conservateur, ont ouvert le mariage aux couples homosexuels. Dans de nombreux autres pays aussi, les couples de même sexe ont désormais le droit de se marier. On citera parmi eux la Belgique, l'Espagne, la Suède, la Norvège, le Portugal, l'Islande, le Danemark, la France, l'Angleterre, le pays de Galles, l'Écosse, le Luxembourg, la Finlande, l'Allemagne, Malte et la très catholique Irlande. **En Europe occidentale, hormis la Suisse, seule l'Italie a des lois différentes pour les hétérosexuels et les homosexuels.**

En comparaison internationale, la Suisse fait piètre figure s'agissant de l'égalité des homosexuels. La liste des pays qui ne traitent pas à égalité les personnes hétérosexuelles et les personnes homosexuelles se raccourcit toujours un peu plus. La Suisse y côtoie des pays comme le Bélarus, la Turquie, la Chine et le Pakistan. Dans le classement ILGA-Europe (International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans und Intersex Association), la Suisse occupe une modeste 22^e place¹. Sans surprise, elle est régulièrement la cible de critiques de la part des pays voisins.

Il est grand temps que la Suisse suive enfin le mouvement et qu'elle ouvre le mariage à tous les couples. Faute de quoi, elle s'expose à de gros ennuis. En cas de refus, la Suisse perdra de son attrait en tant que place économique. Les entreprises internationales qui ont déjà leur siège en Suisse ou qui envisagent de s'y installer attachent une grande importance à l'État de droit. **L'égalité des droits est essentielle à une économie forte et à une société libérale.**

¹ <https://rainbow-europe.org/#0/0/0>

La population suisse est prête pour l'égalité des droits. C'est ce que révèle un sondage gfs d'octobre 2020². Le mariage pour tous bénéficie d'un large soutien. 82% des personnes interrogées souhaitent que les couples de même sexe aient les mêmes droits que les couples hétérosexuels et que le mariage pour tous soit introduit en Suisse. Deux tiers des répondants sont favorables au don de sperme pour les couples de lesbiennes. Et 67% sont d'accord pour que les couples homosexuels puissent adopter des enfants. **S'il n'en tenait qu'à la population suisse, les couples de même sexe auraient le droit de se marier, d'adopter des enfants et de recevoir un don de sperme.**



S'agissant de l'égalité des droits pour les couples de même sexe, la Suisse est très en retard. Dans toute l'Europe, le mariage pour tous est la norme depuis longtemps. Si la Suisse ne se met pas enfin au diapason, l'inégalité juridique deviendra un désavantage de site et ternira notre réputation. La conception étroite du mariage et de la famille est de plus en plus perçue comme discriminatoire. Des modèles familiaux différents font depuis longtemps partie de notre société. **Il est urgent que la législation soit le reflet de la réalité sociale.**

OUI à l'égalité des droits – OUI au mariage pour tous!

² <https://gfs-zh.ch/hohe-zustimmung-in-der-schweizer-bevoelkerung-zur-ehe-fuer-alle/>

En conclusion

OUI au mariage pour tous

OUI à l'égalité des droits

- **Égalité des droits**
- **De manière libre et responsable**
- **En accord avec le temps**

Le 26 septembre

OUI pour toutes et tous

www.oui-pour-toutes-et-tous.ch

